



## Acte d'engagement

Accord-cadre n° .....<sup>1</sup>

### A – Pouvoir adjudicateur

Ministère de la Transition Écologique, de la Biodiversité, et des Négociations internationales sur le climat et la nature.

**Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR)**

Service des Risques Naturels (SRN)

**Service Central Vigicrues (SCV)**

42 avenue Gaspard Coriolis

31057 TOULOUSE cedex

Tél. : 05 34 63 85 54 Fax : 05 34 63 85 78

N° SIRET : 120 068 051 00040

**Représentant du pouvoir adjudicateur, qualité du signataire** : Cédric Bourillet, directeur général de la prévention des risques nommé par décret du 28/03/2018 (JORF n° 0074 du 29/03/2018) ou Régine Engström, adjointe au directeur général de la prévention des risques nommée par arrêté du 21/06/2024 (JORF n° 0147 du 23/06/2024).

**Désignation de la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-45 du décret 2018-1075 du 03/12/2018 (nantissements ou cessions de créances)** : Pôle APPUI – 05-34-63-85-54.

### B – Dispositions générales

**Objet de l'accord-cadre** : Tierce maintenance applicative du concentrateur des mesures hydrométriques AQUAREEL, afin de répondre aux besoins des services de prévisions des crues utilisateurs et de la maîtrise d'ouvrage nationale.

Le présent accord-cadre a pour objet principal d'organiser la maintenance applicative d'Aquaréal. Il comprend des prestations de :

- maintenance évolutive
- maintenance corrective
- exploitation qui comprend :
  - des audits périodiques
  - les interventions urgentes
  - les interventions ponctuelles
  - le déploiement de la haute disponibilité

#### Définition du marché public :

Le présent marché public est un accord-cadre au sens de l'article L.2125-1 du code de la Commande publique (CCP), car il établit les règles relatives aux bons de commande à émettre dans le cadre de la prestation au sens de l'article R.2162-13 du code de la Commande publique (CCP).

Le présent accord-cadre est un accord-cadre de services conformément à la définition de l'article L.1111-4 du code de la Commande publique (CCP).

<sup>1</sup> A compléter par l'administration

## Procédure de passation :

Il se réfère à l'arrêté du 30 mars 2021 paru le 1er avril 2021 au JORF. Portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) ;

Cet accord-cadre est conclu selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-11 du code de la Commande publique (CCP).

## Code de la nomenclature CPV :

Le numéro de nomenclature CPV principal est le 722 67000 « Services de maintenance et de réparation de logiciels »

## Forme de l'accord-cadre :

Le présent accord-cadre est unique, mono attributaire à prix mixte (unitaires et forfaitaires) et à bons de commande conformément à l'article 2162-13 du code de la Commande publique (CCP)..

Il comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

La tranche ferme recouvre des prestations forfaitaires d'initialisation et de support ainsi que des prestations unitaires de maintenance et d'exploitation.

La tranche optionnelle établit des prestations forfaitaires de transférabilité et de réversibilité.

## Durée de l'accord-cadre :

Le marché est conclu pour une durée initiale de 24 mois à compter de la notification de l'ordre de service déclenchant la tranche ferme et la phase d'initialisation.

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique (CCP), en dehors de la phase d'initialisation, la tranche ferme est reconductible pour une période de 24 mois par tacite reconduction sauf dénonciation par la personne publique et par tout moyen dans les trois mois avant la date anniversaire du lancement des prestations.

La tranche optionnelle dédiée à la réversibilité, sera affermie en fin de marché par décision de la personne publique. Elle aura une durée maximale de 2 mois.

L'accord-cadre est conclu pour une durée globale de 48 mois

## Désignation et adresse du comptable assignataire :

Monsieur le contrôleur budgétaire et comptable ministériel  
Département comptable ministériel  
Grande Arche de la Défense – Paroi Sud  
23<sup>e</sup> étage  
92 055 LA DÉFENSE CEDEX

**Imputation budgétaire :** programme 181 - action 10 « prévision des risques naturels et hydrauliques »

## C – Identification du candidat

Dénomination sociale : .....

Nom, prénom et qualité du signataire : .....

Adresse professionnelle : .....

.....

n° de téléphone : .....

N° SIRET

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Code APE : .....

☐ agissant pour mon propre compte

☐ agissant pour le compte de la société (indiquer le nom et l'adresse )

☐ agissant pour le compte de la personne publique candidate (indiquer le nom, l'adresse)

**OU s'il s'agit d'un groupement**

agissant en tant que mandataire

☐ du groupement conjoint

☐ du groupement solidaire

**OU**

agissant en tant que mandataire habilité à signer l'offre du groupement par l'ensemble de ses membres ayant signé le document d'habilitation en date du.....

☐ du groupement conjoint

☐ du groupement solidaire

☐ mandataire solidaire

☐ mandataire non solidaire

**D - Identification des membres du groupement**

Compléter l'annexe 1 « DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS » en indiquant également la répartition du mandataire identifié au C.

**E – Engagement du candidat et prix des prestations**

Après avoir pris connaissance des documents constitutifs de l'accord-cadre <sup>2</sup>,

☐ je m'engage, sur la base de mon offre

☐ j'engage le groupement dont je suis mandataire, sur la base de l'offre du groupement

☐ les membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement

et conformément à leurs clauses et stipulations, à exécuter les prestations aux prix indiqués dans les annexes financières (décomposition du prix forfaitaire et bordereau des prix unitaires).

J'accepte sans réserve les clauses du CCAP et du CCTP du présent accord-cadre, ainsi que les autres pièces du marché dont les originaux conservés par le pouvoir public font seuls foi.

La signature de l'acte d'engagement emporte signature des pièces suivantes :

- annexe financière : bordereau des prix (BPU) et décomposition des prix forfaitaires (DPF)

**1. Compte à créditer (joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)**

Compte ouvert à l'organisme bancaire		Au nom de	
Code Banque	Code guichet	Compte n°	Clé n°

**2. Bénéfice de l'avance**

☐ je ne renonce pas

☐ je renonce

<sup>2</sup> Cocher une case

### 3. Délai maximum de paiement - Taux des intérêts moratoires

Le règlement s'effectue par virement dans un délai maximum de paiement de 30 jours.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de l'intérêt légal égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

### 4. Compte à créditer en cas de groupement solidaire

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur<sup>2</sup> :

☐ un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire;

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe 1 du présent document.

**NB :** Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur ne prendra en compte que le compte du mandataire.

### 5. Durée de validité de l'offre

Le présent engagement me lie pour la durée de validité des offres indiquée dans règlement de la consultation ou l'avis d'appel public à la concurrence.

### 6. Clause sociale de promotion de l'emploi

**Le titulaire** déclare avoir pris connaissance du CCAP et, notamment, de son article 1.3 précisant les modalités de participation des entreprises à l'action d'insertion ***afin de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion.***

Le titulaire s'engage à offrir des emplois à du personnel en insertion visées à l'article 4.5 du CCAP à hauteur de :

- **SOIT** un nombre d'heures d'insertion sociale :
  - 35 heures par tranche de 100 000 € HT de commandes facturées cumulées (le calcul des heures se fait au prorata des montants facturés)
- **SOIT** 1 action par année d'exécution du marché parmi celles décrites ci-dessous :
  - Animer une demi-journée (3h) de face à face (visite de chantier ou d'entreprise, présentation de ses métiers en salle, atelier conseil, simulation d'entretiens d'embauche, etc.) avec un groupe de personnes éloignées de l'emploi
  - Accueillir en stage ou en immersion conventionnés au sein de son entreprise ou sur le lieu d'exécution du marché une personne éloignée de l'emploi sur une durée minimum de 35 heures
  - Parrainer une personne éloignée de l'emploi à travers des entretiens individuels espacés d'au moins 15 jours (6 heures de face à face)
  - Faire participer au moins un salarié ayant une fonction d'encadrement de terrain à une session de sensibilisation à la lutte contre les discriminations, au recrutement sans CV ou à l'intégration de publics en insertion durant une demi-journée (3h)
  - Autres actions sociales sur validation du facilitateur référent

Dans le délai de 2 semaines maximum suivant la notification du marché, l'entreprise doit contacter la Cellule clauses d'insertion pour présenter son projet d'insertion et fixer le calendrier prévisionnel de réalisation.

En cas de groupement d'entreprises, la répartition des heures entre les cotraitants devra alors être déterminée.

Dans le cadre de ce dispositif, l'entreprise désigne un correspondant pour la Cellule clauses sociales d'insertion :

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

<p>A _____, le _____</p> <p>Signature du candidat <i>(représentant habilité à signer l'accord-cadre)</i></p> <p>Nom, prénom et qualité du signataire <i>Cachet de la société</i></p>	
--	--

## F – Décision du pouvoir adjudicateur

La présente offre est acceptée.

Elle est complétée par les annexes suivantes :

Lettre de candidature (DC1)	Déclaration du candidat individuel (DC2)	Document Unique de Marché Européen (DUME)	Mise au point de l'accord-cadre (OUV11)	Bordereau des prix unitaires	Décomposition des prix forfaitaires	Désignation des co-traitants	Attestation Règlement UE 2022/576 du 08/04/2022
X	X	X	Le cas échéant	X	X	X	X

Date et visa du contrôleur budgétaire  
et comptable ministériel,  
(le cas échéant)

A ,  
Date et Signature du pouvoir adjudicateur

## G – NOTIFICATION DE L'ACCORD-CADRE AU TITULAIRE

La notification transforme le projet d'accord-cadre en accord-cadre et le soumissionnaire en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie de l'accord-cadre au titulaire. Cette remise peut être opérée par la plateforme des achats de l'État, lettre recommandée avec accusé de réception . Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification une copie du présent accord-cadre.

A

, le

(3)

Signature du titulaire

<sup>3</sup> Date et signature originales

## H – NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CREANCE <sup>(4)</sup>

Conformément à l'article R.2191-45 du décret 2018-1075 du 03/12/2018 il est possible d'utiliser soit une copie de l'original de l'accord-cadre, soit le certificat de cessibilité conforme au modèle figurant en annexe à l'arrêté du 28 août 2006.

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun en cas de cession ou de nantissement de créance de :

la totalité de l'accord-cadre global dont le montant est de : .....

la totalité du bon de commande n° ..... afférent à l'accord-cadre dont le montant est de :

(indiquer le montant en chiffres et en lettres )

.....  
.....

..... la partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres )

.....  
.....

..... la partie des prestations évaluées à (indiquer le montant en chiffres et en lettres )

.....  
.....

et devant être exécutées  
par .....  
..... en qualité de :

co-traitant

sous-traitant

le .....<sup>(5)</sup> A ..... ,

Signature

### Modifications ultérieures au contrat de sous-traitance (à remplir autant de fois que nécessaire)

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée/portée à (indiquer l'unité monétaire d'exécution de l'accord-cadre et le montant en lettres :

.....  
.....

Montant initial :

▪ ramené à :

ou

▪ porté à :

le .....<sup>(5)</sup> A ..... ,

Signature

<sup>4</sup>

<sup>5</sup> A remplir par l'administration (personne compétente pour signer l'accord-cadre) en original sur une photocopie  
Date et signature originales

**ANNEXE N° 1 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS**

<i>Désignation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>
Dénomination sociale : ..... SIRET : ..... Adresse postale : ..... ..... Adresse mail : ..... N° de téléphone : ..... N° de télécopie : .....		
Dénomination sociale : ..... SIRET : ..... Adresse postale : ..... ..... Adresse mail : ..... N° de téléphone : ..... N° de télécopie : .....		
Dénomination sociale : ..... SIRET : ..... Adresse postale : ..... ..... Adresse mail : ..... N° de téléphone : ..... N° de télécopie : .....		
Dénomination sociale : ..... SIRET : ..... Adresse postale : ..... ..... Adresse mail : ..... N° de téléphone : ..... N° de télécopie : .....		
Dénomination sociale : ..... SIRET : ..... Adresse postale : ..... ..... Adresse mail : ..... N° de téléphone : ..... N° de télécopie : .....		



## REVISION DES PRIX

relatif à la tierce maintenance applicative du concentrateur **AQUAREEL**;

Le CCAP prévoit une révision des prix à la date anniversaire de la notification du marché, soit le / / .

Po= prix figurant sur l'annexe financière

SYN est l'Indice Syntec du mois de révision des prix (notification). Le dernier index publié à cette date est celui de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_\_.

SYNo est l'Indice Syntec du mois d'établissement des prix (remise des offres), soit 20.

Le coefficient de révision est donc de \_\_\_\_\_.

Les prix révisés sont présentés dans un bordereau joint.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Signature du représentant habilité  
Nom, prénom et qualité du signataire

Cachet de la société

**ANNEXE N° 3 :****Déclaration sur l'honneur - Participation russe  
Règlement UE n°2022/576 du 08 avril 2022**

Je soussigné, .....

Représentant la société .....

Située .....

.....

déclare sur l'honneur qu'il n'existe aucune participation russe, dans le cadre du marché ci-dessus référencé auquel je soumissionne, dépassant les limites indiquées ci-dessous et fixées à l'article 5 duodecies du règlement (UE) n° 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives en raison des actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, modifié par le règlement (UE) n° 2022/578 du Conseil du 8 avril 2022.

Je déclare que :

(a) la société que je représente ni aucun co-traitant ou sous-traitant que je proposerai pour l'exécution du marché n'est ressortissant russe, personne physique ou morale russe, entité ou un organisme établi en Russie ;

(b) la société que je représente ni aucun co-traitant ou sous-traitant que je proposerai pour l'exécution du marché n'est une personne morale, une entité ou un organisme dont les droits de propriété sont détenus directement ou indirectement à plus de 50 % par une entité visée au point (a);

(c) la société que je représente ni aucun co-traitant ou sous-traitant que je proposerai pour l'exécution du marché ne sont une entité ou un organisme agissant au nom ou sous la direction d'une entité visée au point (a) ou (b) ci-dessus,

(d) aucune participation de plus de 10 % de la valeur du contrat de sous-traitants, de fournisseurs ou d'entités auxquels que je prévois de recourir pour l'exécution du marché ne s'appuie sur une entité visée aux points (a) ou (b).

Si je suis attributaire du marché, au terme de l'analyse, je fournirai à l'appui de cette déclaration les informations détaillées<sup>6</sup> sur le propriétaire et les bénéficiaires effectifs directs et indirects jusqu'au bénéficiaire effectif ultime.

A..... le .....

<sup>6</sup> L'acheteur est autorisé à faire cette demande par l'article 6 du RGPD. L'acheteur s'engage à protéger ces informations, non partagées au-delà des fins pour lesquelles elles ont été obtenues, et détruites lorsqu'elles ne sont pas nécessaires.

Nom-prénom-qualité de l'entreprise